



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 92

Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives

Présentation

NOV 23 1988

**Présenté par
M. Marc-Yvan Côté
Ministre des Transports**

**Éditeur officiel du Québec
1988**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet une réforme des indemnités pour dommages corporels versés aux victimes d'accident de la route et vise notamment à augmenter la couverture des dommages subis par des personnes blessées gravement.

Ce projet maintient les principes de base du régime d'assurance automobile, à savoir l'indemnisation sans égard à la faute, la compensation de la perte économique sous forme de rentes, la pleine indexation des indemnités et l'indemnisation de la perte potentielle de revenu.

Les titres I et II de la Loi sur l'assurance automobile sont remplacés. En ce qui concerne les indemnisations pour séquelles permanentes, celles-ci seront augmentées à 75 000 \$ à compter de la date de l'entrée en vigueur de la loi. Ce montant sera majoré à 100 000 \$ à compter du 1^{er} janvier 1991, à 125 000 \$ à compter du 1^{er} janvier 1992 et revalorisé par la suite au 1^{er} janvier de chaque année subséquente.

Le projet de loi prévoit la prolongation de l'indemnité de remplacement du revenu pour une période déterminée à titre de support pour la recherche d'un emploi ainsi qu'une compensation particulière pour les victimes qui travaillent sans rémunération dans une entreprise familiale. En outre, il introduit une allocation de disponibilité pour les personnes qui accompagnent ou qui doivent être présentes auprès d'une victime dont l'état de santé ou l'âge le requiert lorsque cette victime reçoit des soins médicaux ou paramédicaux.

Des indemnités pour frais de garde d'enfants ou de personnes invalides et pour frais d'aide personnelle sont également prévues. A cet égard, il sera possible d'obtenir, selon les catégories de victimes visées, une indemnité variant de 250 \$ à 340 \$ par semaine ou de 75 \$ à 150 \$ par semaine selon le nombre d'enfants de moins de 16 ans ou de personnes invalides dont elles ont la garde. Par ailleurs, les victimes non admissibles à cette indemnité pourront recevoir une indemnité pour frais d'aide personnelle jusqu'à concurrence de 220 \$

par semaine. Le montant des frais remboursés pourra augmenter jusqu'à concurrence de 500 \$ par semaine lorsque l'état de santé d'une victime justifie la présence continuelle d'une personne auprès d'elle.

Eu égard au système d'indemnisation de décès, ce projet prévoit le paiement d'indemnités forfaitaires. Ainsi, le conjoint survivant recevra un montant qui ne peut être inférieur à 40 000 \$ et qui peut atteindre 200 000 \$. Les personnes à charge, autres que le conjoint, pourront obtenir un montant calculé en fonction de leur âge à la date du décès de la victime pouvant varier de 35 000 \$ pour une personne de moins de 1 an à 19 000 \$ pour une personne de 16 ans et plus. Enfin, pour les père et mère de la victime décédée qui n'a ni conjoint ni personne à charge à la date de son décès, le projet leur accorde un montant de 15 000 \$ à parts égales.

En vertu de ce projet de loi, la Régie est tenue de suspendre le paiement de l'indemnité de remplacement du revenu d'une victime qui est détenue par voie de justice en raison d'un acte criminel qu'elle a commis au volant d'une automobile. Toutefois, il est prévu que les personnes à charge de cette victime auront droit à une indemnité de remplacement du revenu. De plus, si la victime est déclarée non coupable, la Régie lui versera l'indemnité de remplacement du revenu à laquelle elle aurait eu droit avec intérêts à compter de la date de la suspension.

Ce projet a également pour objet de compenser, au cours des six premiers mois qui suivent un accident, la perte réelle de revenu d'emploi et d'appliquer la notion de revenu potentiel perdu à compter du septième mois pour les victimes qui exercent un emploi à temps partiel, un emploi temporaire ou qui sont sans emploi.

De plus, il prévoit que l'indemnité de remplacement du revenu d'une victime est réduite progressivement à compter du moment où elle atteint son soixante-cinquième anniversaire de naissance.

Enfin, pour compenser le retard dans les études que subit un étudiant victime d'un accident de la route, ce projet introduit une indemnité forfaitaire de 3 000 \$ par année perdue au niveau primaire, 5 500 \$ pour une année perdue au niveau secondaire et 5 500 \$ par semestre perdu au niveau post-secondaire jusqu'à concurrence de 11 000 \$ par année.

Le projet de loi comporte aussi d'autres modifications de nature technique ou de concordance ou qui ont pour but de faciliter l'administration du régime d'assurance automobile.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., chapitre A-25);
- Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., chapitre R-4);
- Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9).

Projet de loi 92

Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Le titre I et le titre II de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25) sont remplacés par ce qui suit :

« TITRE I

« DÉFINITIONS

« **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« accident » : tout événement au cours duquel un dommage est causé par une automobile ;

« automobile » : tout véhicule mû par un autre pouvoir que la force musculaire et adapté au transport sur les chemins publics mais non sur les rails ;

« chargement » : tout bien qui se trouve dans une automobile ou sur celle-ci ou est transporté par une automobile ;

« chemin public » : la partie d'un terrain ou d'un ouvrage d'art destiné à la circulation publique des automobiles, à l'exception de la partie d'un terrain ou d'un ouvrage d'art utilisé principalement pour la circulation des véhicules suivants, tels que définis par règlement :

1° un tracteur de ferme, une remorque de ferme, un véhicule d'équipement ou une remorque d'équipement ;

2° une motoneige ;

3° un véhicule destiné à être utilisé en dehors d'un chemin public ;

« dommage causé par une automobile » : tout dommage causé par une automobile, par son usage ou par son chargement, y compris le dommage causé par une remorque utilisée avec une automobile, mais à l'exception du dommage causé par l'acte autonome d'un animal faisant partie du chargement ou à l'occasion de travaux d'entretien ou de réparation d'une automobile ;

« propriétaire » : la personne qui acquiert une automobile ou la possède en vertu d'un titre de propriété ou en vertu d'un titre assorti d'une condition ou d'un terme qui lui donne le droit d'en devenir propriétaire ou en vertu d'un titre qui lui donne le droit d'en jouir comme propriétaire à charge de rendre ainsi que la personne qui prend en location un véhicule routier pour une période d'au moins un an ;

« vol » : l'infraction prévue à l'article 283 du Code criminel (S.R.C., 1970, chapitre C-34).

« TITRE II

« INDEMNISATION DU DOMMAGE CORPOREL

« CHAPITRE I

« DISPOSITIONS GÉNÉRALES

« SECTION I

« DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

« **2.** Dans le présent titre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« conjoint » : l'homme ou la femme qui, à la date de l'accident, est marié à la victime et cohabite avec elle ou vit maritalement avec la victime et est publiquement représenté comme son conjoint depuis au moins trois ans, ou depuis au moins un an si un enfant est né ou à naître de leur union ;

« dommage corporel » : tout dommage physique ou psychique d'une victime y compris le décès, qui lui est causé dans un accident, ainsi que les dommages aux vêtements que porte la victime ;

« emploi » : toute occupation génératrice de revenus ;

« personne à charge » :

1° le conjoint ;

2° la personne qui est séparée de fait ou légalement de la victime ou dont le mariage avec celle-ci est dissous par un jugement définitif de divorce ou est déclaré nul par un jugement en nullité de mariage et qui, à la date de l'accident, a droit de recevoir de la victime une pension alimentaire en vertu d'un jugement ou d'une convention;

3° la personne qui est liée à la victime par le sang ou l'adoption ainsi que toute personne étrangère qui tient lieu de mère ou de père à la victime ou à qui la victime tient lieu de mère ou de père et dont la victime subvient à plus de 50% des besoins vitaux et des frais d'entretien lors de l'accident.

« **3.** Pour l'application du présent titre, la mère ou le père d'un enfant mineur ou la personne qui en tient lieu peut agir d'office comme tuteur de cet enfant si celui-ci n'en est pas déjà pourvu.

« **4.** Pour l'application du présent titre, une indemnité comprend le remboursement des frais visés au chapitre V.

« SECTION II

« RÈGLES D'APPLICATION GÉNÉRALE

« **5.** Les indemnités accordées par la Régie de l'assurance automobile du Québec en vertu du présent titre le sont sans égard à la responsabilité de quiconque.

« **6.** Est une victime, la personne qui subit un dommage corporel dans un accident.

« **7.** La victime qui réside au Québec et les personnes à sa charge ont droit d'être indemnisées en vertu du présent titre, que l'accident ait lieu au Québec ou hors du Québec.

Sous réserve du paragraphe 1° de l'article 195, est une personne qui réside au Québec, celle qui demeure au Québec, qui y est ordinairement présente et qui a le statut de citoyen canadien, de résident permanent ou de personne qui séjourne légalement au Québec.

« **8.** Lorsque l'accident a lieu au Québec, est considéré résider au Québec le propriétaire, le conducteur ou le passager d'une automobile immatriculée au Québec.

« **9.** Lorsque l'accident a lieu au Québec, la victime qui ne réside pas au Québec a droit d'être indemnisée en vertu du présent titre mais seulement dans la proportion où elle n'est pas responsable de l'accident, à moins d'une entente différente entre la Régie et la juridiction du lieu de résidence de cette victime.

Sous réserve des articles 108 à 114, la responsabilité est déterminée suivant les règles du droit commun.

Malgré les articles 83.45 et 83.59, en cas de désaccord entre la Régie et la victime sur la responsabilité de cette dernière, le recours de la victime contre la Régie à ce sujet est soumis au tribunal compétent. Ce recours doit être intenté dans les 180 jours de la décision sur la responsabilité rendue par la Régie.

« **10.** Nul n'a droit d'être indemnisé en vertu du présent titre dans les cas suivants :

1° si le dommage est causé, lorsque l'automobile n'est pas en mouvement dans un chemin public, soit par un appareil susceptible de fonctionnement indépendant, tel que défini par règlement, qui est incorporé à l'automobile, soit par l'usage de cet appareil;

2° si l'accident au cours duquel un dommage est causé par un tracteur de ferme, une remorque de ferme, un véhicule d'équipement ou une remorque d'équipement, tels que définis par règlement, survient en dehors d'un chemin public;

3° si le dommage est causé par une motoneige ou un véhicule destiné à être utilisé en dehors d'un chemin public, tels que définis par règlement;

4° si l'accident survient en raison d'une compétition, d'un spectacle ou d'une course d'automobile sur un parcours ou un terrain fermé, de façon temporaire ou permanente, à toute autre circulation automobile, que l'automobile qui a causé le dommage participe ou non à la course, à la compétition ou au spectacle.

Dans chaque cas, sous réserve des articles 108 à 114, la responsabilité est déterminée suivant les règles du droit commun.

Toutefois, dans les cas prévus aux paragraphes 2° et 3° du premier alinéa, une victime a droit à une indemnité si une automobile en mouvement autre que les véhicules mentionnés dans ces paragraphes est impliquée dans l'accident.

« **11.** Le droit à une indemnité visée au présent titre se prescrit par trois ans à compter de l'accident ou de la manifestation du dommage et, dans le cas d'une indemnité de décès, à compter du décès.

La Régie peut permettre à la personne qui fait la demande d'indemnité d'agir après l'expiration de ce délai si celle-ci a été incapable d'agir plus tôt en raison de circonstances exceptionnelles.

Une demande d'indemnité produite conformément au présent titre interrompt la prescription prévue au Code civil jusqu'à ce qu'une décision définitive soit rendue.

« **12.** Lorsque la Régie transige ou fait des compromis avec une victime relativement à une indemnité visée au présent titre, la transaction qui en résulte n'est opposable à la victime que si elle est faite par écrit et porte sa signature.

« **13.** Toute cession ou tout transport en garantie collatérale ou autrement du droit à une indemnité visée au présent titre est nul de plein droit.

La personne qui transfère une partie de son indemnité en vertu d'une telle cession ou d'un tel transport a droit de répétition contre celui qui la reçoit.

« CHAPITRE II

« INDEMNITÉS DE REMPLACEMENT DU REVENU ET AUTRES INDEMNITÉS PARTICULIÈRES

« SECTION I

« DROIT À UNE INDEMNITÉ

« § 1.—*Victime exerçant un emploi à temps plein*

« **14.** La présente sous-section ne s'applique pas à une victime âgée de moins de 16 ans, ni à celle âgée de 16 ans et plus qui fréquente à temps plein une institution d'enseignement de niveau secondaire ou post-secondaire.

« **15.** La victime qui, lors de l'accident, exerce habituellement un emploi à temps plein a droit à une indemnité de remplacement du revenu si, en raison de cet accident, elle est incapable d'exercer son emploi.

« **16.** Cette indemnité de remplacement du revenu est calculée de la façon suivante :

1° si la victime exerce son emploi comme travailleur salarié, l'indemnité est calculée à partir du revenu brut qu'elle tire de son emploi ;

2° si elle exerce son emploi comme travailleur autonome, l'indemnité est calculée à partir du revenu brut que la Régie fixe par règlement pour un emploi de même catégorie, ou à partir de celui qu'elle tire de son emploi, s'il est plus élevé.

« **17.** La victime qui, lors de l'accident, exerce habituellement plus d'un emploi, dont au moins un à temps plein, a droit à une indemnité de remplacement du revenu si, en raison de cet accident, elle est incapable d'exercer l'un de ses emplois.

Cette indemnité est calculée selon les règles prévues à l'article 16 à partir du revenu brut que tire la victime de cet emploi, s'il s'agit d'un seul emploi, ou s'il s'agit de plus d'un emploi, à partir de l'ensemble des revenus bruts que tire la victime des emplois qu'elle devient incapable d'exercer.

« **18.** Toutefois, si la victime fait la preuve qu'elle aurait exercé un emploi plus rémunérateur lors de l'accident, n'eût été de circonstances particulières, elle a droit de recevoir une indemnité de remplacement du revenu calculée à partir du revenu brut qu'elle aurait tiré de cet emploi, à la condition qu'elle soit incapable de l'exercer en raison de cet accident.

Il doit s'agir d'un emploi que la victime aurait pu exercer de façon habituelle à temps plein, compte tenu de sa formation, de son expérience et de ses capacités physiques et intellectuelles à la date de l'accident.

« § 2.—*Victime exerçant un emploi temporaire ou un emploi à temps partiel*

« **19.** La présente sous-section ne s'applique pas à une victime de moins de 16 ans, ni à celle âgée de 16 ans et plus qui fréquente à temps plein une institution d'enseignement de niveau secondaire ou post-secondaire.

« **20.** La victime qui, lors de l'accident, exerce habituellement un emploi temporaire ou un emploi à temps partiel a droit à une indemnité de remplacement du revenu durant les premiers 180 jours qui suivent l'accident si, en raison de cet accident, elle est incapable d'exercer son emploi.

Elle a droit à cette indemnité, durant cette période, tant qu'elle demeure incapable d'exercer cet emploi en raison de cet accident.

« **21.** Cette indemnité de remplacement du revenu est calculée de la façon suivante:

1° si la victime exerce son emploi comme travailleur salarié, l'indemnité est calculée à partir du revenu brut qu'elle tire de son emploi;

2° si la victime exerce son emploi comme travailleur autonome, l'indemnité est calculée à partir du revenu brut que la Régie fixe par règlement pour un emploi de même catégorie, ou à partir de celui qu'elle tire de son emploi s'il est plus élevé;

3° si la victime exerce plus d'un emploi, l'indemnité est calculée à partir du revenu brut qu'elle tire de l'emploi qu'elle devient incapable d'exercer ou s'il y a lieu, des emplois qu'elle devient incapable d'exercer.

Si en raison de cet accident, la victime est également privée de prestations d'assurance-chômage auxquelles elle avait droit au moment de l'accident, elle a droit de recevoir une indemnité additionnelle calculée à partir des prestations d'assurance-chômage qui lui auraient été versées. Ces prestations sont considérées comme faisant partie de son revenu brut.

« **22.** À compter du 181^e jour qui suit l'accident, la Régie détermine à la victime un emploi conformément à l'article 46.

La victime a droit à une indemnité de remplacement du revenu si, en raison de cet accident, elle est incapable d'exercer l'emploi que la Régie lui détermine.

Cette indemnité est calculée à partir du revenu brut que la victime aurait pu tirer de l'emploi que la Régie lui a déterminé. Cette dernière fixe ce revenu brut de la manière prévue par règlement en tenant compte :

1° du fait que la victime aurait pu exercer cet emploi à temps plein ou à temps partiel;

2° de l'expérience de travail de la victime durant les cinq années qui ont précédé la date de l'accident et, notamment, des périodes pendant lesquelles elle était apte à exercer un emploi ou a été sans emploi ou n'a exercé qu'un emploi temporaire ou un emploi à temps partiel;

3° du revenu brut que la victime a tiré d'un emploi qu'elle a exercé avant l'accident.

Si, lors de l'accident, la victime exerçait plus d'un emploi temporaire ou à temps partiel, la Régie lui détermine un seul emploi conformément à l'article 46.

« **23.** L'indemnité de remplacement du revenu calculée conformément à l'article 22 ne peut être inférieure à celle que recevait la victime, le cas échéant, à la fin des 180 premiers jours qui suivent l'accident.

« § 3.—*Victime sans emploi capable de travailler*

« **24.** La présente sous-section ne s'applique pas à une victime âgée de moins de 16 ans, ni à celle âgée de 16 ans et plus qui fréquente à temps plein une institution d'enseignement de niveau secondaire ou post-secondaire.

« **25.** La victime qui, lors de l'accident, n'exerce aucun emploi tout en étant capable de travailler a droit à une indemnité de remplacement du revenu durant les premiers 180 jours qui suivent l'accident dans l'un ou l'autre des cas suivants:

1° en raison de cet accident, elle est incapable d'exercer un emploi qu'elle aurait exercé durant cette période si l'accident n'avait pas eu lieu;

2° en raison de cet accident, elle est privée de prestations d'assurance-chômage auxquelles elle avait droit au moment de l'accident.

La victime a droit, durant cette période, à cette indemnité, dans le cas prévu au paragraphe 1° du premier alinéa, tant que l'emploi aurait été disponible et qu'elle est incapable de l'exercer en raison de l'accident et, dans le cas prévu au paragraphe 2° du premier alinéa, tant qu'elle en est privée pour ce motif.

« **26.** L'indemnité à laquelle a droit la victime visée au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 25 est calculée à partir du revenu brut tiré de l'emploi qu'elle aurait exercé si l'accident n'avait pas eu lieu.

L'indemnité à laquelle a droit la victime visée au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 25 est calculée à partir des prestations d'assurance-chômage qui lui auraient été versées si l'accident n'avait pas eu lieu.

Pour l'application du présent article, les prestations d'assurance-chômage auxquelles la victime aurait eu droit sont considérées comme son revenu brut.

« **27.** À compter du 181^e jour qui suit l'accident, la Régie détermine à la victime un emploi conformément à l'article 46.

La victime a droit à une indemnité de remplacement du revenu si, en raison de cet accident, elle est incapable d'exercer l'emploi que la Régie lui détermine.

Cette indemnité est calculée conformément au troisième alinéa de l'article 22 et ne peut être inférieure à celle que recevait la victime, le cas échéant, à la fin des 180 premiers jours qui suivent l'accident.

«§ 4.—*Victime âgée de 16 ans et plus qui fréquente à temps plein une institution d'enseignement*

«**28.** Pour l'application de la présente sous-section :

1° les études en cours sont celles comprises dans un programme de niveau secondaire ou post-secondaire que la victime, à la date de l'accident, est admise à entreprendre ou à poursuivre dans une institution d'enseignement ;

2° une victime est considérée fréquenter à temps plein une institution dispensant des cours d'un niveau secondaire ou post-secondaire, à partir du moment où elle est admise par l'institution à fréquenter à temps plein un programme de ce niveau, jusqu'au moment où elle complète la session terminale, abandonne ses études, ou ne satisfait plus aux exigences de l'institution fréquentée relativement à la poursuite de ses études, selon la première éventualité.

«**29.** La victime qui, à la date de l'accident, est âgée de 16 ans et plus et qui fréquente à temps plein une institution d'enseignement de niveau secondaire ou post-secondaire a droit à une indemnité tant que, en raison de cet accident, elle est incapable d'entreprendre ou de poursuivre ses études en cours et si elle subit un retard dans celles-ci. Le droit à cette indemnité cesse à la date prévue, au moment de l'accident, pour la fin des études en cours.

«**30.** Cette indemnité s'élève à :

1° 5 500 \$ par année scolaire ratée au niveau secondaire ;

2° 5 500 \$ par session d'études ratée au niveau post-secondaire, jusqu'à concurrence de 11 000 \$ par année.

«**31.** La victime qui, lors de l'accident, exerce également un emploi ou qui, si l'accident n'avait pas eu lieu, aurait exercé un emploi, a droit à une indemnité de remplacement du revenu si, en raison de cet accident, elle est incapable d'exercer cet emploi.

La victime a droit à l'indemnité pendant la durée prévue de ses études en cours, tant que l'emploi aurait été disponible et qu'elle est incapable de l'exercer en raison de l'accident.

«**32.** Cette indemnité de remplacement du revenu est calculée de la façon suivante:

1° si la victime exerce ou avait pu exercer un emploi comme travailleur salarié, l'indemnité est calculée à partir du revenu brut qu'elle tire ou aurait tiré de son emploi;

2° si la victime exerce ou avait pu exercer un emploi comme travailleur autonome, l'indemnité est calculée à partir du revenu brut que la Régie fixe par règlement pour un emploi de même catégorie ou, s'il est plus élevé, à partir de celui qu'elle tire ou aurait tiré de son emploi;

3° si la victime exerce ou avait pu exercer plus d'un emploi, l'indemnité est calculée à partir du revenu brut qu'elle tire ou aurait tiré de l'emploi qu'elle devient incapable d'exercer ou s'il y a lieu, des emplois qu'elle devient incapable d'exercer.

«**33.** La victime qui, après la date prévue pour la fin de ses études en cours, est incapable, en raison de l'accident, d'entreprendre ou de poursuivre celles-ci et d'exercer tout emploi a droit, tant que durent ces incapacités, à une indemnité de remplacement du revenu.

Cette indemnité est calculée à partir d'un revenu brut égal à une moyenne annuelle établie à partir de la rémunération hebdomadaire moyenne des travailleurs de l'ensemble des activités économiques du Québec fixée par Statistique Canada pour chacun des 12 mois précédant le 1^{er} juillet de l'année qui précède la date prévue pour la fin de ses études.

«**34.** La victime qui reprend ses études mais qui est incapable, en raison de l'accident, d'exercer tout emploi après avoir terminé ses études en cours ou y avoir mis fin a droit, à compter de la fin de ses études et tant que dure cette incapacité, à une indemnité.

Si ses études prennent fin avant la date qui était prévue, la victime a droit à l'indemnité prévue à l'article 30.

Si ses études prennent fin après la date qui était prévue, la victime a droit à une indemnité de remplacement du revenu calculée à partir d'un revenu brut égal à une moyenne annuelle établie à partir de la rémunération hebdomadaire moyenne des travailleurs de

l'ensemble des activités économiques du Québec fixée par Statistique Canada pour chacun des 12 mois précédant le 1^{er} juillet de l'année qui précède la date où elles prennent fin.

« § 5.—*Victime âgée de moins de 16 ans*

« **35.** Pour l'application de la présente sous-section :

1° une année scolaire débute le 1^{er} juillet d'une année et se termine le 30 juin de l'année suivante ;

2° le niveau primaire s'étend de la maternelle à la sixième année.

« **36.** La victime qui, à la date de l'accident, est âgée de moins de 16 ans a droit à une indemnité tant que, en raison de cet accident, elle est incapable d'entreprendre ou de poursuivre ses études et si elle subit un retard dans celles-ci.

Le droit à cette indemnité cesse à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle elle atteint l'âge de 16 ans.

« **37.** Cette indemnité s'élève à :

1° 3 000 \$ par année scolaire ratée au niveau primaire ;

2° 5 500 \$ par année scolaire ratée au niveau secondaire.

« **38.** La victime qui, lors de l'accident, exerce également un emploi ou qui, si l'accident n'avait pas eu lieu, aurait exercé un emploi, a droit, en outre, à une indemnité de remplacement du revenu si, en raison de cet accident, elle est incapable d'exercer cet emploi.

La victime a droit à cette indemnité jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle elle atteint l'âge de 16 ans, tant que l'emploi aurait été disponible et qu'elle est incapable de l'exercer en raison de cet accident.

Le calcul de cette indemnité se fait de la façon prévue à l'article 32.

« **39.** La victime qui, à compter de la fin de l'année scolaire au cours de laquelle elle atteint l'âge de 16 ans, est incapable d'entreprendre ou de poursuivre ses études et d'exercer tout emploi, en raison de l'accident, a droit, tant que dure cette incapacité, à une indemnité de remplacement du revenu.

Cette indemnité est calculée à partir d'un revenu brut égal à une moyenne annuelle établie à partir de la rémunération hebdomadaire moyenne des travailleurs de l'ensemble des activités économiques du

Québec fixée par Statistique Canada pour chacun des 12 mois précédant le 1^{er} juillet de l'année qui précède la fin de l'année scolaire au cours de laquelle elle atteint l'âge de 16 ans.

«**40.** La victime qui reprend ses études mais qui est incapable, en raison de l'accident, d'exercer tout emploi après avoir terminé ses études ou y avoir mis fin a droit, à compter de la fin de ses études, et tant que dure cette incapacité, à une indemnité.

Si ses études prennent fin avant la date qui était prévue, la victime a droit à l'indemnité prévue à l'article 37.

Si elles prennent fin après cette date, elle a droit à une indemnité de remplacement du revenu calculée à partir d'un revenu brut égal à une moyenne annuelle établie à partir de la rémunération hebdomadaire moyenne des travailleurs de l'ensemble des activités économiques du Québec fixée par Statistique Canada pour chacun des 12 mois précédant le 1^{er} juillet de l'année qui précède la date où elles prennent fin.

« § 6.—*Victime âgée de 64 ans et plus*

«**41.** Lorsqu'une victime, à la date de l'accident, est âgée de 64 ans et plus, l'indemnité de remplacement du revenu à laquelle elle a droit est réduite de 25 % à compter de la deuxième année qui suit la date de l'accident, de 50 % à compter de la troisième année et de 75 % à compter de la quatrième année.

La victime cesse d'avoir droit à cette indemnité quatre ans après la date de l'accident.

«**42.** La victime qui, à la date de l'accident, est âgée de 65 ans et plus et n'exerce aucun emploi ne peut recevoir une indemnité de remplacement du revenu.

«**43.** Malgré l'article 42, une victime âgée de 65 ans et plus qui, en raison de l'accident, est incapable d'exercer un emploi qu'elle aurait exercé durant les premiers 180 jours qui suivent l'accident si celui-ci n'avait pas eu lieu, a droit à une indemnité de remplacement du revenu durant cette période.

Cette indemnité est calculée à partir du revenu brut tiré de l'emploi qu'elle aurait pu exercer si l'accident n'avait pas eu lieu. La victime y a droit tant que l'emploi aurait été disponible et qu'elle est incapable de l'exercer en raison de l'accident.

À compter du 181^e jour qui suit l'accident, la victime a droit, sous réserve de l'article 41, à une indemnité de remplacement du revenu calculée conformément aux articles 22 et 23.

« **44.** Lorsqu'une victime reçoit déjà une indemnité de remplacement du revenu en vertu du présent chapitre et qu'elle atteint son soixante-cinquième anniversaire de naissance, l'indemnité à laquelle elle a droit est réduite de 25 % à compter de cette date, de 50 % à compter de la date de son soixante-sixième anniversaire de naissance et de 75 % à compter de la date de son soixante-septième anniversaire.

La victime cesse d'avoir droit à cette indemnité à compter de la date de son soixante-huitième anniversaire de naissance.

« § 7.—*Victime régulièrement incapable d'exercer tout emploi*

« **45.** La victime qui, lors de l'accident, est régulièrement incapable d'exercer tout emploi pour quelque cause que ce soit, excepté l'âge, ne peut recevoir une indemnité de remplacement du revenu.

« SECTION II

« DÉTERMINATION D'UN EMPLOI À UNE VICTIME

« **46.** Lorsque la Régie est tenue de déterminer un emploi à une victime à compter du 181^e jour qui suit l'accident, elle doit tenir compte, outre les normes et modalités prévues par règlement, de la formation, de l'expérience de travail et des capacités physiques et intellectuelles de la victime à la date de l'accident.

Il doit s'agir d'un emploi que la victime aurait pu exercer habituellement, à temps plein ou, à défaut, à temps partiel, lors de l'accident.

« **47.** À compter de la troisième année de la date de l'accident, la Régie peut déterminer un emploi à une victime capable de travailler mais qui, en raison de l'accident, est devenue incapable d'exercer l'un des emplois suivants :

1° celui qu'elle exerçait lors de l'accident;

2° celui visé à l'article 18;

3° celui que la Régie lui a déterminé à compter du 181^e jour qui suit l'accident conformément à l'article 46.

«**48.** En tout temps à compter de la date prévue pour la fin des études en cours d'une victime visée aux sous-sections 4 et 5 de la section I, la Régie peut lui déterminer un emploi si cette victime est capable de travailler mais incapable, en raison de l'accident, d'exercer un emploi dont le revenu brut est égal ou supérieur à celui qui lui aurait été applicable en vertu de l'un des articles 33, 34, 39 ou 40 selon le cas, si elle avait été incapable d'exercer tout emploi en raison de l'accident.

«**49.** Lorsque la Régie détermine un emploi dans l'un des cas visés aux articles 47 et 48, elle doit tenir compte, outre les normes et modalités prévues par règlement, des facteurs suivants :

1° la formation, l'expérience de travail et les capacités physiques et intellectuelles de la victime au moment où la Régie décide de lui déterminer un emploi en vertu de cet article ;

2° s'il y a lieu, les connaissances et habiletés acquises par la victime dans le cadre d'un programme de réadaptation approuvé par la Régie.

Il doit s'agir d'un emploi que la victime peut exercer habituellement, à temps plein ou, à défaut, à temps partiel.

« SECTION III

« CESSATION DU DROIT À UNE INDEMNITÉ DE REMPLACEMENT DU REVENU

«**50.** Une victime cesse d'avoir droit à l'indemnité de remplacement du revenu :

1° lorsqu'elle devient capable d'exercer l'emploi qu'elle exerçait lors de l'accident ;

2° lorsqu'elle devient capable d'exercer l'emploi qu'elle aurait exercé lors de l'accident, n'eût été de circonstances particulières ;

3° lorsqu'elle devient capable d'exercer l'emploi que la Régie lui a déterminé conformément à l'article 46 ;

4° un an après être devenue capable d'exercer un emploi que la Régie lui a déterminé conformément à l'article 47 ou à l'article 48 ;

5° au moment fixé par une disposition de la section I du présent chapitre qui diffère de ceux prévus aux paragraphes 1° à 4°.

«**51.** Malgré l'article 50, la victime qui, lors de l'accident, exerce habituellement un emploi à temps plein ou un emploi à temps partiel, continue d'avoir droit à l'indemnité de remplacement du revenu,

même lorsqu'elle redevient capable d'exercer son emploi, si elle a perdu celui-ci en raison de l'accident.

Cette indemnité continue de lui être versée après qu'elle soit redevenue capable d'exercer son emploi pendant l'une des périodes suivantes:

1° 30 jours, si l'incapacité de la victime a duré au moins 90 jours mais au plus 180 jours;

2° 90 jours, si elle a duré plus de 180 jours mais au plus un an;

3° 180 jours, si elle a duré plus d'un an mais au plus deux ans;

4° un an, si elle a duré plus de deux ans.

« SECTION IV

« CALCUL DE L'INDEMNITÉ

« **52.** L'indemnité de remplacement du revenu calculée à partir du revenu brut de l'emploi d'une victime est nulle lorsque ce revenu brut est inférieur à 25 \$ par semaine.

« **53.** L'indemnité de remplacement du revenu d'une victime visée au présent chapitre est égale à 90 % de son revenu net calculé sur une base annuelle.

Toutefois, sous réserve des articles 41, 44 et 58, l'indemnité de remplacement du revenu d'une victime qui lors de l'accident, exerçait habituellement un emploi à temps plein ou d'une victime à qui la Régie détermine un emploi à compter du 181^e jour qui suit l'accident conformément à l'article 46, ne peut être inférieure à l'indemnité qui serait calculée à partir d'un revenu brut annuel déterminé sur la base du salaire minimum prévu à l'article 3 du Règlement sur les normes du travail (R.R.Q., 1981, chapitre N-1.1, r. 3) et sauf lorsqu'il s'agit d'un emploi à temps partiel, de la semaine normale de travail visée à l'article 52 de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1), tels qu'ils se lisent au jour où ils doivent être appliqués.

« **54.** Le revenu net de la victime est égal à son revenu brut annuel d'emploi, jusqu'à concurrence du montant maximum annuel assurable, moins un montant équivalant à l'impôt sur le revenu établi en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) et de la Loi concernant les impôts sur le revenu (S.R.C., 1970, chapitre I-5), à la cotisation établie en vertu de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (S.C., 1970-71-72, chapitre 48) et à la contribution établie en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec, le tout calculé de la manière prévue par règlement.

Les lois énumérées au premier alinéa s'appliquent telles qu'elles se lisent au 31 décembre de l'année qui précède celle où la Régie procède au calcul d'un revenu net en vertu du présent chapitre.

« **55.** Pour l'application des déductions visées à l'article 54, la Régie tient compte du nombre de personnes à charge à la date de l'accident.

« **56.** Pour l'année 1989, le maximum annuel assurable est de 38 000 \$.

Pour l'année 1990 et chaque année subséquente, le maximum annuel assurable est obtenu en multipliant le maximum fixé pour l'année 1989 par le rapport entre la somme des rémunérations hebdomadaires moyennes des travailleurs de l'ensemble des activités économiques du Québec fixées par Statistique Canada pour chacun des 12 mois précédant le 1^{er} juillet de l'année qui précède celle pour laquelle le maximum annuel assurable est calculé et cette même somme pour chacun des 12 mois précédant le 1^{er} juillet 1988.

Le maximum annuel assurable est établi au plus haut 500 \$ et est applicable pour une année à compter du 1^{er} janvier de chaque année.

Pour l'application du présent article, la Régie utilise les données fournies par Statistique Canada au 1^{er} octobre de l'année qui précède celle pour laquelle le maximum annuel assurable est calculé.

Si les données fournies par Statistique Canada ne sont pas complètes le 1^{er} octobre d'une année, la Régie peut utiliser celles qui sont alors disponibles pour établir le maximum annuel assurable.

Si Statistique Canada applique une nouvelle méthode pour déterminer la rémunération hebdomadaire moyenne, la Régie ajuste le calcul du montant maximum annuel assurable en fonction de l'évolution des rémunérations hebdomadaires moyennes à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit ce changement de méthode.

« **57.** Si la victime est devenue capable d'exercer un emploi que la Régie lui a déterminé conformément à l'article 47 ou à l'article 48 et qu'en raison de son dommage corporel, elle ne peut tirer de cet emploi qu'un revenu brut inférieur à celui à partir duquel la Régie a calculé l'indemnité de remplacement du revenu qu'elle recevait avant la détermination de cet emploi, la victime a alors droit, à l'expiration de l'année visée au paragraphe 4^o de l'article 50, à une indemnité de remplacement du revenu égale à la différence entre l'indemnité qu'elle recevait au moment où la Régie lui a déterminé cet emploi et le revenu net qu'elle pourrait tirer de l'emploi déterminé par la Régie.

« **58.** Lorsqu'une victime qui a droit à une indemnité de remplacement du revenu exerce un emploi, son indemnité est réduite du revenu net qu'elle tire de cet emploi.

« **59.** Si la victime subit une rechute de son dommage corporel dans les deux ans qui suivent l'accident, elle est indemnisée, à compter de la date de la rechute, comme si son incapacité lui résultant de l'accident n'avait pas été interrompue.

Toutefois, si l'indemnité calculée à partir du revenu brut effectivement gagné par la victime au moment de la rechute est supérieure à l'indemnité mentionnée au premier alinéa, la victime reçoit la plus élevée.

Si la victime subit une rechute plus de deux ans après la date de l'accident, elle est indemnisée comme si cette rechute était un nouvel accident.

« **60.** La victime qui reçoit une indemnité de remplacement du revenu, autre que celle visée à l'article 51 ou à l'article 57, et qui réclame une telle indemnité après un nouvel accident ou une rechute, ne peut les cumuler.

Elle reçoit, toutefois, la plus élevée des indemnités auxquelles elle a droit.

« CHAPITRE III

« INDEMNITÉ DE DÉCÈS

« SECTION I

« INTERPRÉTATION ET APPLICATION

« **61.** Pour l'application du présent chapitre:

1° l'enfant d'une victime comprend la personne à qui la victime tient lieu de mère ou de père lors de son décès;

2° la mère ou le père de la victime comprend la personne qui tient lieu de mère ou de père à la victime lors de son décès;

3° une personne est invalide lorsqu'elle est atteinte d'une invalidité physique ou mentale grave et prolongée.

Pour l'application du paragraphe 3° du premier alinéa, une invalidité est grave si elle rend la personne régulièrement incapable d'exercer une occupation véritablement rémunératrice. Elle est prolongée si elle doit vraisemblablement entraîner la mort ou durer indéfiniment.

« **62.** Pour l'application du présent chapitre, est considérée à charge de la victime qui n'avait pas d'emploi au moment de l'accident, la personne qui aurait été à la charge de la victime si cette dernière avait eu un emploi.

« **63.** Le décès d'une victime en raison d'un accident donne droit aux indemnités prévues par le présent chapitre.

« SECTION II

« INDEMNITÉ AUX PERSONNES À CHARGE

« **64.** Le conjoint d'une victime décédée a droit à une indemnité forfaitaire dont le montant est égal au produit obtenu en multipliant le revenu brut sur la base duquel aurait été calculée l'indemnité de remplacement du revenu à laquelle la victime aurait eu droit si, à la date de son décès, elle avait survécu et avait été incapable d'exercer tout emploi en raison de l'accident, par le facteur prévu à l'annexe I en fonction de l'âge de la victime à la date de son décès.

Si le conjoint est invalide à cette date, l'indemnité forfaitaire à laquelle il a droit est calculée en fonction des facteurs prévus à l'annexe II.

« **65.** Le montant de l'indemnité forfaitaire payable, en vertu de l'article 64, au conjoint d'une victime décédée ne peut être inférieur à 40 000 \$.

« **66.** Le conjoint d'une victime décédée a droit, lorsque celle-ci n'aurait pas eu droit à l'indemnité de remplacement du revenu visée à l'article 64, à une indemnité forfaitaire de 40 000 \$.

« **67.** La personne à charge d'une victime décédée, autre que le conjoint, a droit à l'indemnité forfaitaire dont le montant est prévu à l'annexe III en fonction de son âge à la date du décès de la victime.

Pour l'application du présent article, l'enfant de la victime né après le décès de celle-ci est également considéré une personne à charge âgée de moins d'un an.

« **68.** Si la personne à charge visée à l'article 67 est invalide à la date du décès de la victime, elle a droit à une indemnité forfaitaire additionnelle de 16 500 \$.

« **69.** Lorsque la victime n'a pas de conjoint à la date de son décès mais a un enfant visé au paragraphe 3° du quatrième sous-alinéa de l'article 2, celui-ci a droit, en plus de l'indemnité visée à l'article 67 et, s'il y a lieu, de celle visée à l'article 68, à une indemnité forfaitaire dont le montant est égal à l'indemnité visée à l'un des articles 64, 65 ou 66, selon le cas. S'il y a plus d'un enfant, l'indemnité est divisée à parts égales entre eux.

« **70.** Si la victime décédée n'a pas de personne à charge à la date de son décès, sa mère et son père ont droit à parts égales à une indemnité forfaitaire de 15 000 \$.

La part du parent décédé, déchu de son autorité parentale ou qui a abandonné la victime, accroît à l'autre.

« **71.** La succession d'une victime a droit à une indemnité forfaitaire de 2 800 \$ pour les frais funéraires.

« **72.** La Régie peut, à la demande d'une personne à charge qui a droit à une indemnité en vertu de la présente section, verser celle-ci sous forme de versements périodiques représentatifs de la valeur de l'indemnité forfaitaire sur une période de temps qui ne peut excéder 20 ans.

« SECTION III

« DISPOSITION PARTICULIÈRE

« **73.** Le conjoint survivant ou les personnes à charge d'une victime décédée qui ont droit le (*indiquer ici la date du jour qui précède la date de l'entrée en vigueur du présent article*) à une indemnité de décès sous forme de rente viagère peuvent demander de remplacer leur indemnité par un montant représentatif de la valeur de celle-ci. Ce montant est payable sous forme de versements périodiques selon les conditions et les modalités prescrites par règlement.

« CHAPITRE IV

« INDEMNITÉ POUR DOMMAGE NON PÉCUNIAIRE

« **74.** La victime qui subit une atteinte permanente à son intégrité physique ou psychique à la suite d'un accident a droit,

conformément aux dispositions du présent chapitre, à une indemnité forfaitaire pour dommage non pécuniaire dont le montant ne peut excéder 75 000 \$.

Ce montant est majoré à 100 000 \$ à compter du 1^{er} janvier 1991, à 125 000 \$ à compter du 1^{er} janvier 1992 et par la suite revalorisé au 1^{er} janvier de chaque année subséquente conformément à l'article 83.36.

« **75.** Constitue une atteinte permanente pour l'application du présent chapitre, un déficit anatomo-physiologique permanent et un préjudice esthétique permanent.

« **76.** L'indemnité pour dommage non pécuniaire n'est pas payable si la victime décède en raison de l'accident.

Cependant, si elle décède d'une cause étrangère à l'accident et qu'à la date de son décès, il était médicalement possible de déterminer une atteinte permanente, la Régie estime le montant de l'indemnité qu'elle aurait probablement accordée à la victime et le verse à sa succession.

« **77.** La Régie attribue un pourcentage à l'atteinte en fonction du répertoire des atteintes permanentes établi par règlement. Ce pourcentage comprend la perte de jouissance de la vie et autres inconvénients causés par cette atteinte. Il ne peut dépasser 100 %.

Si une atteinte n'est pas mentionnée dans le répertoire, un pourcentage lui est attribué d'après les atteintes du même genre qui y sont mentionnées.

« **78.** Le montant de l'indemnité forfaitaire est égal au produit obtenu en multipliant le montant maximum applicable en vertu de l'article 74 au moment de l'accident par le pourcentage attribué à l'atteinte.

« **79.** L'indemnité pour dommage non pécuniaire ne peut être inférieure à 500 \$.

« CHAPITRE V

« REMBOURSEMENT DE CERTAINS FRAIS ET RÉADAPTATION

« SECTION I

« REMBOURSEMENT DE CERTAINS FRAIS

« § 1.—*Aide personnelle et frais de garde*

« **80.** Dans les cas et aux conditions prescrits par règlement, les frais réels d'une aide personnelle à domicile peuvent être remboursés à une victime autre que celle prévue à l'article 81 qui, en raison de l'accident, est incapable de prendre soin d'elle-même et d'effectuer sans aide les activités essentielles de la vie quotidienne.

Ces frais sont remboursés sur présentation de pièces justificatives. Ils ne peuvent excéder 220 \$ par semaine.

« **81.** La victime exerçant un emploi à temps partiel ou la victime sans emploi capable de travailler qui, à la date de l'accident, prend soin d'un enfant de moins de 16 ans ou d'une personne régulièrement incapable d'exercer tout emploi pour quelque cause que ce soit, a droit à une indemnité pour frais de garde et d'aide personnelle.

Cette indemnité est hebdomadaire et s'élève à :

1° 250 \$ lorsque la victime prend soin d'une personne visée au premier alinéa;

2° 280 \$ lorsque la victime prend soin de deux personnes visées au premier alinéa;

3° 310 \$ lorsque la victime prend soin de trois personnes visées au premier alinéa;

4° 340 \$ lorsque la victime prend soin de quatre personnes et plus visées au premier alinéa.

Cette indemnité est versée tant que dure l'incapacité de la victime de prendre soin d'une personne visée au premier alinéa.

« **82.** Lorsque l'état physique ou psychique d'une victime visée aux articles 80 ou 81 justifie la présence continuelle d'une personne auprès d'elle, le montant des frais remboursés peut, dans les cas et aux conditions prescrits par règlement, augmenter jusqu'à concurrence de 500 \$ par semaine. Ces frais additionnels sont remboursés sur présentation de pièces justificatives.

« **83.** À compter du 181^e jour qui suit l'accident d'une victime visée à l'article 81, celle-ci peut, au moment qu'elle jugera opportun, choisir entre l'une ou l'autre des indemnités suivantes :

1° le maintien de l'indemnité qu'elle reçoit en vertu de l'article 81 ;

2° une indemnité de remplacement du revenu accordée en vertu de l'article 27 à une victime sans emploi capable de travailler.

Lorsque la victime fait l'option prévue au présent article, la Régie doit lui fournir l'assistance et l'information nécessaires pour lui permettre de faire un choix éclairé.

« **83.1** A droit au remboursement des frais qu'elle engage en raison de l'accident pour prendre soin d'un enfant de moins de 16 ans ou d'une personne qui est régulièrement incapable d'exercer tout emploi pour quelque cause que ce soit, la victime qui devient incapable d'assumer ces soins et qui, à la date de l'accident :

1° exerce habituellement un emploi à temps plein ou un emploi temporaire ;

2° est âgée de 16 ans et plus et fréquente à temps plein une institution d'enseignement ;

3° exerce habituellement un emploi à temps partiel et qui, subséquemment, choisit l'indemnité de remplacement du revenu prévue au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 83 ;

4° n'exerce aucun emploi tout en étant capable de travailler et qui, subséquemment, choisit l'indemnité de remplacement du revenu prévue au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 83.

Ces frais sont remboursés sur une base hebdomadaire et sur présentation de pièces justificatives jusqu'à concurrence de :

1° 75 \$ lorsque la victime prend soin d'une personne visée au premier alinéa ;

2° 100 \$ lorsque la victime prend soin de deux personnes visées au premier alinéa ;

3° 125 \$ lorsque la victime prend soin de trois personnes visées au premier alinéa ;

4° 150 \$ lorsque la victime prend soin de quatre personnes et plus visées au premier alinéa.

Ces frais sont remboursés tant que dure l'incapacité de la victime de prendre soin d'une personne visée au premier alinéa.

Toutefois, lorsque la victime a un conjoint, elle peut recevoir le remboursement de ces frais uniquement dans les cas où son conjoint, en raison d'une maladie, d'une infirmité ou d'une absence pour les fins de son travail ou de ses études, est également incapable de prendre soin d'une personne visée au premier alinéa.

« **83.2** La victime qui, lors de l'accident, travaille sans rémunération dans une entreprise familiale et qui en raison de cet accident, est incapable d'exercer ses fonctions habituelles, a droit au remboursement des frais qu'elle engage, durant les 180 premiers jours qui suivent l'accident, pour couvrir le coût de remplacement de la main-d'oeuvre requise pour exercer ces fonctions.

Ces frais sont remboursés, sur présentation de pièces justificatives, jusqu'à concurrence de 500 \$ par semaine.

§ 2.—*Frais généraux*

« **83.3** Une victime a droit, dans le cas et aux conditions prescrits par règlement et dans la mesure où ils ne sont pas déjà couverts par un régime de sécurité sociale, au remboursement des frais qu'elle engage en raison de l'accident :

- 1° pour recevoir des soins médicaux ou paramédicaux ;
- 2° pour le déplacement ou le séjour en vue de recevoir ces soins ;
- 3° pour l'achat de prothèses ou d'orthèses ;
- 4° pour le nettoyage, la réparation ou le remplacement d'un vêtement qu'elle portait et qui a été endommagé dans l'accident.

La victime a également droit, dans les cas et aux conditions prescrits par règlement, au remboursement de tous les autres frais que la Régie détermine par règlement.

« **83.4** Une personne qui acquitte, pour une victime, des frais visés à l'article 83.3 a droit d'en être remboursée de la façon prévue à cet article.

« **83.5** Un régime de sécurité sociale ne peut exclure des frais qu'il couvre ceux qui sont engagés par une victime ou pour elle.

« **83.6** La personne qui accompagne ou qui doit être présente auprès d'une victime dont l'état physique ou psychique ou l'âge le requiert, lorsque celle-ci doit recevoir des soins médicaux ou

paramédicaux, a droit, dans les cas et aux conditions prescrits par règlement, de recevoir une allocation de disponibilité et d'être remboursée des frais de déplacement et de séjour qu'elle engage.

« **83.7** Les frais visés à la présente sous-section sont remboursables, à l'exception des premiers 100 \$, sur présentation de pièces justificatives.

« SECTION II

« RÉADAPTATION

« **83.8** La Régie peut prendre les mesures nécessaires pour contribuer à la réadaptation d'une victime, pour atténuer ou faire disparaître toute incapacité résultant d'un dommage corporel et pour faciliter son retour à la vie normale ou sa réinsertion dans la société ou sur le marché du travail.

« CHAPITRE VI

« PROCÉDURE DE RÉCLAMATION

« **83.9** Pour l'application du présent chapitre, est un professionnel de la santé toute personne ainsi désignée au sens de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29).

« **83.10** Une personne qui demande une indemnité à la Régie doit le faire sur la formule que celle-ci lui fournit et selon les règles qu'elle détermine par règlement.

« **83.11** Tout employeur doit, à la demande de la Régie, lui fournir dans les six jours qui suivent, une attestation du revenu d'un de ses employés qui fait une demande d'indemnité à la Régie.

« **83.12** Une personne doit, à la demande de la Régie et aux frais de celle-ci, se soumettre à l'examen d'un professionnel de la santé choisi par cette personne.

« **83.13** Lorsqu'elle l'estime nécessaire, la Régie peut, à ses frais, exiger d'une personne qu'elle se soumette à l'examen d'un professionnel de la santé.

Cet examen doit se faire selon les règles que la Régie détermine par règlement.

« **83.14** Une personne qui se soumet à l'examen prévu à l'article 83.12 ou à l'article 83.13 a droit au remboursement des frais de déplacement et de séjour qu'elle engage en vue de subir cet examen.

La personne qui accompagne une victime dont l'état physique ou psychique ou l'âge le requiert a droit, dans les cas et aux conditions prescrits par règlement, de recevoir une allocation de disponibilité et d'être remboursée des frais de déplacement et de séjour qu'elle engage lorsque la victime doit recevoir des soins médicaux ou paramédicaux.

«**83.15** Le professionnel de la santé qui examine une personne à la demande de la Régie doit faire rapport à celle-ci sur l'état de santé de cette personne et sur toute autre question pour laquelle l'examen a été requis.

Sur réception de ce rapport, la Régie doit en transmettre une copie à tout professionnel de la santé désigné par la personne qui a subi l'examen visé au premier alinéa.

«**83.16** Tout établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), tout professionnel de la santé qui a traité une personne à la suite d'un accident ou qui a été consulté par une personne à la suite d'un accident doit, à la demande de la Régie, lui faire rapport de ses constatations, traitements ou recommandations.

Ce rapport doit être transmis dans les six jours qui suivent la demande de la Régie.

Il doit également fournir à la Régie, dans le même délai, tout autre rapport qu'elle lui demande relativement à cette personne.

«**83.17** Une personne qui a fait une demande d'indemnité doit, sans délai, aviser la Régie de tout changement de situation qui affecte son droit à une indemnité ou qui peut influencer sur le montant de celle-ci.

«**83.18** Une personne doit fournir à la Régie tous les renseignements pertinents requis pour l'application de la présente loi ou donner les autorisations nécessaires pour leur obtention.

Une personne doit fournir à la Régie la preuve de tout fait établissant son droit à une indemnité.

«**83.19** La Régie peut, aux conditions qu'elle détermine par règlement, autoriser une personne qui doit lui transmettre un avis, un rapport, une déclaration ou quelque autre document à le lui communiquer au moyen d'un support magnétique ou d'une liaison électronique.

Une transcription écrite des données visées au premier alinéa doit reproduire fidèlement celle-ci. Cette transcription fait preuve de son contenu lorsqu'elle est certifiée conforme par un fonctionnaire

autorisé conformément à l'article 15 de la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., chapitre R-4).

« **83.20** Une transcription écrite et intelligible des données que la Régie a emmagasinées par ordinateur ou sur tout autre support magnétique constitue un document de la Régie et fait preuve de son contenu lorsqu'elle est certifiée conforme par un fonctionnaire autorisé conformément à l'article 15 de la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec.

« CHAPITRE VII

« PAIEMENT DES INDEMNITÉS

« **83.21** L'indemnité de remplacement du revenu est versée sous forme de rente à tous les 14 jours.

L'indemnité accordée à une personne à l'article 80 ou à l'article 81 est versée à tous les 14 jours.

L'indemnité accordée à une personne visée à l'article 29 ou à l'article 36 est versée à la fin de la session ou de l'année scolaire que l'étudiant rate en raison de l'accident.

L'indemnité de remplacement du revenu n'est pas due pour les sept premiers jours de l'incapacité pour laquelle la victime y a droit, sauf lorsque l'incapacité de la victime résulte d'une rechute de son dommage corporel.

« **83.22** Sur réception d'une demande d'indemnité, la Régie peut verser l'indemnité avant même de rendre sa décision sur le droit à cette indemnité si elle est d'avis que la demande apparaît fondée à sa face même.

Si, par la suite, la Régie rejette la demande ou l'accepte en partie seulement, la somme déjà versée devient due en totalité ou en partie selon le cas. Toutefois, la Régie peut, dans les cas et aux conditions prescrits par règlement, faire remise de toute somme ainsi versée.

« **83.23** La Régie peut payer une indemnité de remplacement du revenu en un versement unique équivalant à un capital représentatif de cette indemnité dans les cas suivants:

1° lorsque le montant à être versé selon la périodicité prévue au premier alinéa de l'article 83.21 est inférieur à 100 \$;

2° lorsque la personne qui a droit à cette indemnité ne réside pas au Québec.

«**83.24** La Régie peut rembourser les frais visés au chapitre V du présent titre en un seul ou en plusieurs versements représentatifs de la valeur de ces frais.

«**83.25** Les frais visés à l'article 83.3 peuvent être payés, à la demande de la victime, directement au fournisseur.

«**83.26** Une indemnité impayée à la date du décès de la personne qui y a droit est versée à sa succession.

«**83.27** Une demande de révision ou un appel ne suspend pas le paiement d'une indemnité.

«**83.28** Une indemnité pour dommage non pécuniaire est payable lorsque la décision qui l'octroie devient définitive.

«**83.29** Lorsqu'une personne ayant droit à une indemnité est incapable, la Régie doit verser cette indemnité à son tuteur ou à son curateur, selon le cas, ou, à défaut, à une personne que la Régie désigne; celle-ci a les pouvoirs et les devoirs d'un tuteur ou d'un curateur, selon le cas.

La Régie donne avis au Curateur public de tout versement qu'elle fait conformément au premier alinéa.

«**83.30** Les indemnités de remplacement du revenu sont réputées être le salaire du bénéficiaire et sont saisissables à titre de dette alimentaire conformément au deuxième alinéa de l'article 553 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25), compte tenu des adaptations nécessaires. À l'égard de toute autre dette, ces indemnités sont insaisissables.

Toute autre indemnité versée en vertu du présent titre est insaisissable.

La Régie peut prélever sur une indemnité de remplacement du revenu l'équivalent des sommes versées par le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu en vertu de l'article 13 de la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16) à une personne durant sa période d'incapacité en raison de l'accident.

Elle remet ce prélèvement au ministère.

«**83.31** La Régie peut refuser une indemnité, en réduire le montant, en suspendre ou en cesser le paiement dans les cas suivants :

1° si la personne qui réclame une indemnité :

a) fournit volontairement un renseignement faux ou inexact ;

b) refuse ou néglige de fournir tout renseignement que la Régie requiert ou de donner l'autorisation nécessaire pour l'obtenir;

2° si la personne, sans raison valable :

a) refuse un nouvel emploi, refuse de reprendre son ancien emploi ou abandonne un emploi qu'elle pourrait continuer à exercer;

b) entrave un examen exigé par la Régie ou omet ou refuse de se soumettre à cet examen;

c) entrave les soins médicaux ou paramédicaux recommandés ou omet ou refuse de s'y soumettre;

d) pose un acte ou s'adonne à une pratique qui empêche ou retarde sa guérison;

e) entrave les mesures de réadaptation mises à sa disposition par la Régie en vertu de l'article 83.8 ou omet ou refuse de s'en prévaloir.

«**83.32** La Régie doit suspendre le paiement de l'indemnité de remplacement du revenu d'une victime qui est détenue par voie de justice en raison d'un acte criminel qu'elle a commis au volant d'une automobile, à compter du mois qui suit celui de son admission dans un centre de détention. Cette suspension demeure en vigueur jusqu'à la fin de la période de détention ou, le cas échéant, jusqu'à la date du jugement la déclarant non coupable de l'acte criminel visé au présent alinéa.

Toutefois, les personnes à charge de cette victime ont droit, durant cette suspension, à une indemnité équivalent annuellement au pourcentage suivant de l'indemnité de remplacement du revenu à laquelle la victime aurait eu droit :

1° 55 % pour une personne à charge;

2° 65 % pour deux personnes à charge;

3° 70 % pour trois personnes à charge plus 5 % par personne additionnelle jusqu'à concurrence de 90 %.

Si la victime n'est pas déclarée coupable de l'acte criminel visé au premier alinéa, la Régie doit lui verser, à compter de la date de la suspension, l'indemnité de remplacement du revenu à laquelle elle aurait eu droit avec intérêts calculés conformément à l'article 83.34.

«**83.33** Une victime dont le recours en révision ou en appel est accueilli et qui a soumis une expertise médicale écrite à l'appui de sa demande a droit au remboursement du coût de cette expertise, jusqu'à concurrence des sommes fixées par règlement.

« **83.34** Lorsque la Régie ou la Commission des affaires sociales reconnaît à une personne le droit à une indemnité qui lui avait d'abord été refusée ou augmente le montant d'une indemnité, elle ordonne, dans tous les cas, que des intérêts soient payés à cette personne.

Le taux de ces intérêts est celui fixé par l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) et ils sont calculés à compter de la date de la décision refusant de reconnaître le droit à une indemnité ou de la date de la décision refusant d'augmenter le montant d'une indemnité.

« CHAPITRE VIII

« REVALORISATION

« **83.35** Le montant du revenu brut annuel qui sert de base au calcul de l'indemnité de remplacement du revenu est revalorisé chaque année à la date anniversaire de l'accident.

Le montant du revenu brut annuel que la Régie fixe pour l'emploi déterminé conformément à l'article 46 est revalorisé chaque année à cette date.

« **83.36** Sont revalorisées le 1^{er} janvier de chaque année, toutes les sommes d'argent fixées dans l'annexe III et dans les dispositions du présent titre, à l'exception des articles 71 et 83.7.

« **83.37** La revalorisation est faite en multipliant le montant à revaloriser par le rapport entre l'indice des prix à la consommation de l'année courante et celui de l'année précédente.

« **83.38** L'indice des prix à la consommation pour une année est la moyenne annuelle calculée à partir des indices mensuels des prix à la consommation au Canada établis par Statistique Canada pour les 12 mois précédant le 1^{er} novembre de l'année qui précède celle pour laquelle cet indice est calculé.

Si les données fournies par Statistique Canada ne sont pas complètes le 1^{er} décembre d'une année, la Régie peut utiliser celles qui sont alors disponibles pour établir l'indice des prix à la consommation.

Si Statistique Canada applique une nouvelle méthode pour calculer l'indice mensuel des prix à la consommation, la Régie ajuste le calcul de la revalorisation en fonction de l'évolution de l'indice mensuel des prix à la consommation à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit ce changement.

« **83.39** Si la moyenne annuelle calculée à partir des indices mensuels des prix à la consommation a plus d'une décimale, seule la première est retenue et elle est augmentée d'une unité si la deuxième est supérieure au chiffre 4.

« **83.40** Si le rapport entre l'indice des prix à la consommation de l'année courante et celui de l'année précédente a plus de trois décimales, seules les trois premières sont retenues et la troisième est augmentée d'une unité si la quatrième est supérieure au chiffre 4.

« **83.41** Le montant obtenu par la revalorisation est arrondi au dollar le plus près.

« **83.42** Le montant d'une rente versée en vertu d'un régime privé d'assurance ne peut être aucunement diminué en raison d'une revalorisation d'un revenu brut annuel qui sert de base au calcul de l'indemnité de remplacement du revenu.

« CHAPITRE IX

« COMPÉTENCE DE LA RÉGIE, RÉVISION ET APPEL

« SECTION I

« COMPÉTENCE DE LA RÉGIE

« **83.43** Sous réserve de l'article 83.69, la Régie a compétence exclusive, en première instance et en révision, pour examiner, entendre et décider toute affaire relative à l'indemnisation en vertu du présent titre.

À cette fin, elle peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses fonctionnaires qu'elle désigne.

Les membres de la Régie et les fonctionnaires ainsi désignés sont investis des pouvoirs et de l'immunité des commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), sauf de celui d'ordonner l'emprisonnement.

« **83.44** La Régie n'est pas tenue de suivre les règles ordinaires de la preuve en matière civile.

Elle peut accepter tout mode de preuve qu'elle juge utile et s'enquérir, par les moyens légaux qu'elle juge les meilleurs, des matières qui lui sont attribuées.

Elle peut établir par règlement les règles de preuve et de procédure applicables aux affaires sur lesquelles elle a compétence.

«**83.45** Une décision rendue en première instance doit être motivée et communiquée par écrit à la personne intéressée.

Si la décision est rendue par un fonctionnaire, celui-ci doit, en communiquant sa décision, aviser la personne intéressée de son droit d'en demander la révision, sauf s'il s'agit d'une décision qui accorde une indemnité maximum ou le remboursement complet des frais réclamés.

Si la décision est rendue par la Régie, celle-ci doit, en communiquant sa décision, aviser la personne intéressée de son droit d'interjeter appel à la Commission des affaires sociales, sauf s'il s'agit d'une décision qui accorde une indemnité maximum ou le remboursement complet des frais réclamés.

«**83.46** Tant qu'une décision rendue en première instance n'a pas été inscrite en révision ou en appel, la Régie ou un fonctionnaire peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une personne intéressée, reconsidérer cette décision :

1° si celle-ci a été rendue avant que soit connu un fait essentiel ou a été fondée sur une erreur relative à un tel fait ;

2° s'il s'est produit une nouvelle situation qui affecte le droit de la personne intéressée à une indemnité ou qui peut influencer sur le montant de celle-ci.

Cette nouvelle décision remplace la décision initiale qui cesse d'avoir effet et les dispositions de la section II s'appliquent selon le cas.

« SECTION II

« RÉVISION ET APPEL

«**83.47** Sauf dans les cas où une décision accorde une indemnité maximum ou lorsque les frais réclamés ont été remboursés en totalité, une personne qui se croit lésée par une décision rendue en première instance par un fonctionnaire peut, dans les 60 jours de la notification de la décision, demander par écrit à la Régie la révision de cette décision.

Cette demande doit mentionner les principaux motifs sur lesquels elle s'appuie.

«**83.48** La Régie peut permettre à une personne d'agir après l'expiration du délai fixé par l'article 83.47 si celle-ci a été, en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

« **83.49** La Régie, lorsqu'elle est saisie d'une demande de révision, peut confirmer, infirmer ou modifier toute décision rendue en première instance.

Elle peut également accorder une indemnité, en déterminer le montant ou décider qu'aucune indemnité n'est payable en vertu du présent titre.

« **83.50** Une décision rendue en révision par un fonctionnaire doit être motivée et communiquée par écrit à la personne intéressée.

En communiquant sa décision, le fonctionnaire doit aviser la personne de son droit d'en interjeter appel à la Commission des affaires sociales, sauf s'il s'agit d'une décision qui accorde une indemnité maximum ou le remboursement complet des frais réclamés.

« **83.51** Une personne qui se croit lésée par une décision rendue par la Régie en première instance ou par une décision rendue en révision peut interjeter appel de cette décision à la Commission des affaires sociales, sauf s'il s'agit d'une décision qui accorde une indemnité maximum ou le remboursement complet des frais réclamés.

La Commission des affaires sociales dispose de l'appel selon ses règles de preuve, de procédure et de pratique.

« CHAPITRE X

« RECOURS

« SECTION I

« RECOUVREMENT DES INDEMNITÉS

« **83.52** Une personne qui a reçu une indemnité à laquelle elle n'a pas droit ou dont le montant excède celui auquel elle a droit, doit rembourser le trop-perçu à la Régie.

La Régie peut recouvrer cette dette dans les trois ans du paiement de l'indemnité.

Elle peut aussi remettre cette dette si elle juge que le montant ne peut être recouvré compte tenu des circonstances ou, de la manière déterminée par règlement, déduire le montant de cette dette de toute somme due au débiteur par la Régie.

La Régie peut effectuer une déduction en vertu du troisième alinéa malgré la demande de révision ou l'appel du débiteur.

«**83.53** Malgré l'article 83.52, si, à la suite d'une demande de révision ou d'un appel, la Régie ou la Commission des affaires sociales rend une décision qui a pour effet d'annuler ou de réduire le montant d'une indemnité, les sommes déjà versées ne peuvent être recouvrées, à moins qu'elles n'aient été obtenues par mauvaise foi ou que la demande de révision ou l'appel ne porte sur une décision rendue en vertu de l'article 83.52.

«**83.54** Lorsque la Régie ou un fonctionnaire reconsidère sa décision parce que celle-ci a été rendue avant que soit connu un fait essentiel ou a été fondée sur une erreur relative à un tel fait, les sommes déjà versées deviennent dues. Toutefois, dans les cas et aux conditions prescrits par règlement, ces sommes peuvent faire l'objet d'une remise.

«**83.55** La personne qui prive volontairement la Régie de son recours subrogatoire contrairement au deuxième alinéa de l'article 83.61 doit rembourser l'indemnité reçue de la Régie.

La Régie peut recouvrer cette dette dans les trois ans de l'acte qui prive la Régie de son recours subrogatoire.

Elle peut aussi remettre cette dette si elle juge que le montant ne peut être recouvré compte tenu des circonstances.

«**83.56** La Régie met en demeure le débiteur par une décision qui énonce le montant et les motifs d'exigibilité de la dette.

Cette décision interrompt la prescription prévue à l'un des articles 83.52, 83.55 ou 83.63, selon le cas.

«**83.57** Lorsqu'une dette visée à la présente section n'a pas été recouvrée ni remise, la Régie peut délivrer un certificat :

1° qui atteste le défaut du débiteur de se pourvoir à l'encontre de la décision rendue en vertu de l'article 83.56 ou, selon le cas, qui allègue la décision définitive qui maintient cette décision;

2° qui atteste l'exigibilité de la dette et le montant dû.

Ce certificat est une preuve de l'exigibilité de la dette. Il peut être délivré par la Régie en tout temps après l'expiration du délai pour demander la révision ou pour interjeter appel de la décision ou après la décision de la Commission des affaires sociales.

«**83.58** Sur dépôt de ce certificat au greffe du tribunal compétent, la décision de la Régie ou de la Commission des affaires sociales devient exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement final et sans appel de ce tribunal et en a tous les effets.

« SECTION II

« RESPONSABILITÉ CIVILE

« **83.59** Les indemnités prévues au présent titre tiennent lieu de tous les droits et recours en raison d'un dommage corporel et nulle action à ce sujet n'est reçue devant un tribunal.

Sous réserve des articles 83.65 et 83.66, lorsqu'un dommage corporel a été causé par une automobile, les prestations ou avantages prévus pour l'indemnisation de ce dommage par la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, la Loi visant à favoriser le civisme ou la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels tiennent lieu de tous les droits et recours en raison de ce dommage et nulle action à ce sujet n'est reçue devant un tribunal.

« **83.60** Rien dans la présente section ne limite le droit d'une personne de réclamer une indemnité en vertu d'un régime privé d'assurance, sans égard à la responsabilité de quiconque.

« **83.61** La personne qui a droit à une indemnité prévue au présent titre à la suite d'un accident survenu hors du Québec peut bénéficier de celle-ci tout en conservant son recours pour l'excédent en vertu de la loi du lieu de l'accident.

La personne qui exerce un tel recours ne doit pas, sans l'autorisation de la Régie, priver volontairement celle-ci du recours subrogatoire qu'elle possède en vertu de l'article 83.62. La Régie est libérée de son obligation envers cette personne si celle-ci la prive ainsi de son recours.

« **83.62** Malgré l'article 83.59, lorsque la Régie indemnise une personne à la suite d'un accident survenu hors du Québec, elle est subrogée dans les droits de cette personne et peut recouvrer les indemnités ainsi que le capital représentatif des rentes qu'elle est appelée à verser, de toute personne qui ne réside pas au Québec et qui, en vertu de la loi du lieu de l'accident, est responsable de cet accident et de toute personne qui est tenue d'indemniser les dommages corporels causés dans cet accident par celle-ci.

La subrogation s'opère de plein droit par la décision de la Régie d'indemniser la personne.

« **83.63** Malgré l'article 83.59, lorsque la Régie indemnise une personne en raison d'un accident survenu au Québec, elle est subrogée dans les droits de cette personne et peut recouvrer les indemnités ainsi que le capital représentatif des rentes qu'elle est appelée à verser, de toute personne qui ne réside pas au Québec et qui est responsable de

l'accident, dans la proportion où elle en est responsable, et de toute personne qui est tenue d'indemniser les dommages corporels causés dans cet accident par celle-ci.

La subrogation s'opère de plein droit par la décision de la Régie d'indemniser la personne.

Le recours subrogatoire de la Régie est soumis au tribunal et se prescrit par trois ans à compter de cette décision.

La responsabilité est déterminée suivant les règles du droit commun dans la mesure où les articles 108 à 114 n'y dérogent pas.

« **83.64** Malgré l'article 83.59, lorsque, à la suite d'un accident, les organismes suivants sont subrogés dans les droits d'une personne en vertu des lois suivantes, ils possèdent le même recours que la Régie pour recouvrer leur créance de la personne qui ne réside pas au Québec et qui est responsable de l'accident ou de la personne tenue d'indemniser les dommages corporels causés dans cet accident par celle-ci :

1° la Commission de la santé et de la sécurité du travail et, le cas échéant, l'employeur en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;

2° la Commission de la santé et de la sécurité du travail en vertu de la Loi visant à favoriser le civisme et de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels;

3° la Régie de l'assurance-maladie du Québec en vertu de la Loi sur l'assurance-maladie;

4° le gouvernement en vertu de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (L.R.Q., chapitre A-28) et de la Loi sur l'aide sociale.

« SECTION III

« RECOURS EN VERTU D'UN AUTRE RÉGIME

« **83.65** Lorsqu'en raison d'un accident, une personne a droit à la fois à une indemnité en vertu du présent titre et à une prestation ou à un avantage pécuniaire en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ou d'une autre loi relative à l'indemnisation de personnes victimes d'un accident du travail, en vigueur au Québec ou hors du Québec, cette personne doit réclamer la prestation ou l'avantage pécuniaire prévu par ces dernières lois.

« **83.66** Lorsqu'en raison d'un accident, une personne a droit à la fois à une indemnité en vertu du présent titre et à une prestation ou à un avantage en vertu de la Loi visant à favoriser le civisme ou de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, cette personne peut, à son option, se prévaloir de l'indemnité prévue au présent titre ou réclamer cette prestation ou cet avantage.

L'indemnisation en vertu de la Loi visant à favoriser le civisme ou de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels fait perdre tout droit à l'indemnisation en vertu du présent titre.

« **83.67** Une personne qui reçoit une indemnité de remplacement du revenu en vertu du présent titre et qui réclame, en raison d'un nouvel événement, une indemnité de remplacement du revenu en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ou une rente pour incapacité totale en vertu de la Loi visant à favoriser le civisme ou de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, ne peut les cumuler.

La Régie continue de verser l'indemnité de remplacement du revenu, s'il y a lieu, en attendant que soient déterminés le droit et le montant de l'indemnité et de la rente payable en vertu de chacune des lois applicables.

« **83.68** La Régie et la Commission de la santé et de la sécurité du travail prennent entente pour établir un mode de traitement des réclamations faites en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, de la Loi visant à favoriser le civisme ou de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels par une personne visée à l'article 83.67.

Cette entente doit permettre de :

1° distinguer les dommages qui découlent du nouvel événement et ceux qui sont attribuables à l'accident ;

2° déterminer en conséquence le droit et le montant des prestations, avantages ou indemnités payables en vertu de chacune des lois applicables ;

3° déterminer les prestations, avantages ou indemnités que doit verser chaque organisme et de préciser les cas, les montants et les modalités de remboursement entre eux.

« **83.69** Lorsqu'une personne visée à l'article 83.67 réclame une indemnité de remplacement du revenu en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ou une rente pour incapacité totale en vertu de la Loi visant à favoriser le civisme ou de la

Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, la Régie et la Commission de la santé et de la sécurité du travail doivent, dans l'application de l'entente visée à l'article 83.68, rendre conjointement une décision qui distingue les dommages attribuables à chaque événement et qui détermine en conséquence le droit aux prestations, avantages ou indemnités payables en vertu de chacune des lois applicables.

La personne qui se croit lésée par cette décision peut, à son choix, en interjeter appel suivant la présente loi ou suivant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, la Loi visant à favoriser le civisme ou la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, selon le cas.

L'appel interjeté en vertu de l'une de ces lois empêche l'appel en vertu des autres et la décision rendue en appel lie les deux organismes.

« **83.70** Lorsqu'en raison d'un accident, une victime a droit à la fois à une indemnité de remplacement du revenu payable en vertu de la présente loi et à une prestation d'invalidité payable en vertu du programme de sécurité du revenu établi par la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) ou d'un programme équivalent d'une autre juridiction, l'indemnité de remplacement du revenu est réduite du montant des prestations d'invalidité payable à cette victime en vertu de tels programmes. ».

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 84, du suivant :

« **84.1** Est un dommage matériel, pour l'application du présent titre, tout dommage causé dans un accident à une automobile ou à un autre bien.

Est une victime pour l'application du présent titre, toute personne qui subit un dommage matériel dans un accident.

3. L'article 85 de cette loi est modifié par l'insertion, à la fin de la quatrième ligne du troisième alinéa et après le mot « corporels », des mots « visés au deuxième sous-alinéa de l'article 2 et qui ont été ».

4. L'article 97 de cette loi est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant :

« Pour l'application du présent titre, un garagiste est la personne qui exploite un établissement où les automobiles sont, moyennant rémunération, entretenues ou réparées. ».

5. L'article 97.1 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « la Régie » par les mots « l'inspecteur général des institutions financières » partout où ils se trouvent dans les deuxième, troisième et quatrième alinéas.

6. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'intitulé du chapitre II du titre IV, de l'article suivant :

« **141.1** Est une victime, pour l'application du présent titre, toute personne qui subit un dommage matériel dans un accident.

7. L'article 142 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « matériel », des mots « visé à l'article 84.1 » ;

2° par le remplacement dans la deuxième ligne, de « le paragraphe *b* de l'article 17 » par « les paragraphes 2° et 3° de l'article 10 ».

8. L'article 143 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, de « le paragraphe *b* de l'article 17 » par « les paragraphes 2° et 3° de l'article 10 ».

9. L'article 148 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants :

« Dans les 60 jours qui suivent la réception de l'avis prévu au premier alinéa, la Régie doit satisfaire à la réclamation jusqu'à concurrence des montants indiqués dans l'article 143, déduction faite de tout montant dû pour dommages à des biens, de la somme de 250 \$.

Si la Régie ne satisfait pas à la réclamation dans le délai prévu au deuxième alinéa, ces victimes peuvent tenter contre elle une poursuite et la Régie est tenue de satisfaire au jugement jusqu'à concurrence des montants indiqués dans l'article 143, déduction faite de tout montant dû pour dommages à des biens de la somme de 250 \$. ».

10. L'article 149 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° la personne qui subit un dommage dans un accident qui survient en raison d'une compétition, d'un spectacle ou d'une course d'automobile sur un parcours ou un terrain fermé, de façon temporaire

ou permanente, à toute autre circulation automobile, à l'égard des dommages causés par une automobile qui participe à la course, à la compétition ou au spectacle;».

11. L'article 149.7 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

«3° l'enfant du débiteur ou le conjoint de ce dernier, tel que défini au premier sous-alinéa de l'article 2;».

12. L'article 156 de cette loi est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

« Un assureur agréé est un assureur qui est autorisé à pratiquer l'assurance automobile en vertu de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) et qui détient un permis délivré par l'inspecteur général des institutions financières, à l'exclusion d'une personne qui ne pratique que la réassurance. ».

13. L'article 180 de cette loi est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

« Le manuel de tarifs est composé des documents d'un assureur agréé où sont identifiées et définies ses règles de classification des risques ainsi que les primes applicables à chacun de ces risques. ».

14. L'article 195 de cette loi, modifié par l'article 663 du chapitre 91 des lois de 1986, est remplacé par les suivants:

« **195.** La Régie peut adopter des règlements, pour l'application des titres I et II, pour:

1° préciser ou restreindre le sens de la définition de l'expression « personne qui réside au Québec »;

2° définir, pour l'application du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 10, l'expression « appareil susceptible de fonctionnement indépendant »;

3° définir, pour l'application du quatrième sous-alinéa de l'article 1 et du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 10 les mots « tracteur de ferme », « remorque de ferme », « véhicule d'équipement » et « remorque d'équipement »;

4° définir, pour l'application du quatrième sous-alinéa de l'article 1 et du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 10, les mots « motoneige » et « véhicule destiné à être utilisé en dehors d'un chemin public »;

5° préciser les cas et les conditions où un emploi est considéré à temps plein, à temps partiel ou temporaire;

6° établir la manière de déterminer le revenu brut qu'un travailleur salarié ou un travailleur autonome tire de son emploi;

7° établir la manière de déterminer le revenu brut pour l'application de l'article 18;

8° établir la manière de déterminer le revenu brut pour l'application de l'article 22;

9° identifier les catégories d'emplois, fixer les revenus bruts, sur une base hebdomadaire ou annuelle, qui correspondent à chaque catégorie selon l'expérience de travail et établir la manière de réduire ces revenus pour tenir compte du fait qu'une victime exerce son emploi à temps partiel pour l'application des articles 16, 21 et 32;

10° établir les normes et les modalités pour déterminer un emploi à une victime pour l'application de l'article 46, identifier les catégories d'emplois, fixer les revenus bruts, sur une base hebdomadaire ou annuelle, qui correspondent à chaque catégorie selon l'expérience de travail et établir la manière de réduire ces revenus pour tenir compte du fait qu'une victime exerce son emploi à temps partiel;

11° prévoir la méthode de calculer le revenu net d'une victime et le montant équivalant à l'impôt sur le revenu, à la cotisation et à la contribution visé à l'article 54;

12° établir un répertoire des atteintes permanentes et fixer les pourcentages attribués pour chaque atteinte;

13° fixer ou permettre de déterminer un pourcentage additionnel lorsque l'atteinte permanente affecte des organes symétriques ou un organe symétrique à un autre déjà atteint, en tenant compte de la nature des organes atteints ou du caractère anatomique ou fonctionnel des atteintes;

14° prévoir une méthode de calcul qui permet de réduire les pourcentages attribués aux atteintes permanentes lorsqu'une victime en subit plusieurs;

15° prévoir les cas et les conditions qui donnent droit au remboursement des frais visés à l'article 83.3 et le montant maximum accordé pour chacun de ces frais;

16° déterminer les frais dont la victime peut obtenir le remboursement en vertu du deuxième alinéa de l'article 83.3;

17° fixer les sommes payées en remboursement du coût de l'expertise médicale à une victime dont le recours en révision ou en appel est accueilli;

18° prévoir les cas et les conditions qui donnent droit au remboursement des frais ou à l'allocation de disponibilité visés à l'article 83.6 et le montant maximum accordé pour chacun de ces frais ou de cette allocation;

19° prescrire dans quels cas et à quelles conditions les frais visés aux articles 80 ou 82 peuvent être remboursés à une victime;

20° déterminer les règles que doit suivre la personne qui demande une indemnité;

21° déterminer les règles qu'un professionnel de la santé doit respecter lorsqu'il examine une personne à la demande de la Régie;

22° prévoir les cas et les conditions qui donnent droit au remboursement des frais ou à l'allocation de disponibilité visés à l'article 83.14 et le montant maximum accordé pour chacun de ces frais ou de cette allocation;

23° déterminer les conditions auxquelles la Régie peut autoriser une personne à lui transmettre un document au moyen d'un support magnétique ou d'une liaison électronique;

24° déterminer les règles de preuve et de procédure applicables à l'examen des affaires sur lesquelles la Régie a compétence;

25° déterminer la manière dont le montant d'une dette due par une personne peut être déduit de toute somme due à cette personne par la Régie;

26° prescrire dans quels cas et à quelles conditions la Régie peut faire remise de toute somme déjà versée conformément aux articles 83.22 et 83.53;

27° établir les conditions et les modalités pour le paiement sous forme de versements périodiques du montant visé à l'article 73.

« **195.1.** La Régie peut adopter des règlements, pour l'application des titres III et IV, pour:

1° définir les termes « essieu » et « masse nette » et établir la manière de calculer le nombre d'essieux d'un véhicule routier ainsi que les modalités d'augmentation du nombre d'essieux ou de la diminution de la masse nette au cours de la période de validité de l'immatriculation du véhicule, pour l'application de l'article 151;

2° déterminer les cas et les conditions donnant droit au remboursement des montants que la Régie recouvre en vertu du deuxième alinéa de l'article 150 et fixer les modalités de calcul ou le montant exact des sommes remboursables et des frais administratifs exigibles lors d'un tel remboursement. ».

15. L'article 15 de la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., chapitre R-4) est remplacé par le suivant :

« **15.** Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration, approuvés par celui-ci et certifiés par le secrétaire ou par une personne autorisée à cette fin par règlement, sont authentiques. Il en est de même des documents et des copies émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

Aucun acte, document ou écrit n'engage la Régie ni ne peut lui être attribué s'il n'est signé par le président, par un vice-président ou par un membre du personnel de la Régie mais, dans le cas de ce dernier, uniquement dans la mesure déterminée par règlement.

Ce règlement peut permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qui y sont énumérés. Il peut pareillement permettre qu'un fac-similé de la signature soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qui y sont énumérés. Un tel fac-similé a la même valeur que la signature elle-même. ».

16. L'article 17.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **17.1.** La Régie peut, par règlement, déléguer au directeur général, à un membre de son personnel ou au titulaire d'un emploi qui y est désigné, l'exercice des pouvoirs attribués à la Régie par la présente loi, par la Loi sur l'assurance automobile ou par le Code de la sécurité routière.

La Régie peut également, dans ce règlement, autoriser la subdélégation des fonctions qui y sont énumérées. Le cas échéant, elle identifie le membre de son personnel ou le titulaire d'un emploi à qui cette subdélégation peut être faite. ».

17. La Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) est modifiée par l'insertion, après l'article 105, du suivant :

« **105.1.** Malgré l'article 105, le paiement de la rente d'invalidité est intégré à celui dû par la Régie de l'assurance automobile du Québec lorsque le bénéficiaire a droit à la fois à cette rente et à une indemnité

de remplacement du revenu payable en vertu de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25). Le montant total de la rente et de l'indemnité est versé au bénéficiaire par la Régie de l'assurance automobile du Québec.

La Régie verse mensuellement et globalement à la Régie de l'assurance automobile du Québec le montant correspondant aux rentes d'invalidité visées au premier alinéa.

Le présent article ne s'applique pas si le bénéficiaire est devenu invalide en raison d'un accident survenu avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*).

L'accident visé au présent article est celui qui est prévu à la Loi sur l'assurance automobile. ».

18. L'article 139 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin de l'article, de l'alinéa suivant :

« Lorsque la Régie est avisée par la Régie de l'assurance automobile du Québec qu'un cotisant a droit à une indemnité de remplacement du revenu payable en vertu de la Loi sur l'assurance automobile, ce cotisant est présumé, pour l'application du présent article, avoir fait une demande de rente d'invalidité en vertu de la présente loi. L'avis doit être accompagné d'une photocopie de la demande d'indemnité de remplacement du revenu et des documents soutenant une telle demande. ».

19. L'article 139.2 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **139.2** La demande de prestation est censée être faite le jour où elle est reçue à un bureau de la Régie sur la formule exigée dûment remplie.

La Régie peut considérer cette demande de prestation comme ayant été faite à une date antérieure :

a) lorsque le requérant a envoyé à la Régie, dans les douze mois qui précèdent, un écrit manifestant son intention de demander une prestation ;

b) lorsqu'elle est avisée par la Régie de l'assurance automobile du Québec que le requérant a droit à une indemnité de remplacement du revenu payable en vertu de la Loi sur l'assurance automobile. ».

20. Le titre I et le titre II de la Loi sur l'assurance automobile en vigueur le (*indiquer ici la date du jour qui précède l'entrée en vigueur du présent article*), à l'exception des articles 13 et 45, demeurent en

vigueur et continuent de s'appliquer aux personnes qui subissent un dommage corporel avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*).

21. La présente loi s'applique aux personnes qui subissent un dommage corporel à compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*); toutefois, les dispositions de la section I du chapitre V du titre II, à l'exception des articles 81, 83 à 83.2, ainsi que l'article 83.23, s'appliquent également aux personnes qui subissent un dommage corporel avant cette date.

22. La présente loi entrera en vigueur aux dates fixées par le gouvernement.

ANNEXE I

INDEMNITÉ FORFAITAIRE AU CONJOINT D'UNE VICTIME DÉCÉDÉE

(Article 64, 1^{re} alinéa)

Âge de la victime (ans)	Facteur
25 ou moins	1,0
26	1,2
27	1,4
28	1,6
29	1,8
30	2,0
31	2,2
32	2,4
33	2,6
34	2,8
35	3,0
36	3,2

37	
38	3,4
39	3,6
40	3,8
41	4,0
42	4,2
43	4,4
44	4,6
45	4,8
46	5,0
47	4,8
48	4,6
49	4,4
50	4,2
51	4,0
52	3,8
53	3,6
54	3,4
55	3,2
56	3,0
57	2,8
58	2,6
59	2,4
	2,2

60	2,0
61	1,8
62	1,6
63	1,4
64	1,2
65 et plus	1,0

ANNEXE II

INDEMNITÉ FORFAITAIRE AU CONJOINT
INVALIDE D'UNE VICTIME DÉCÉDÉE*(Article 64, 2^e alinéa)*

Âge de la victime (ans)	Facteur
45 ou moins	5,0
46	4,8
47	4,6
48	4,4
49	4,2
50	4,0
51	3,8
52	3,6
53	3,4
54	3,2
55	3,0
56	2,8
57	2,6

58	2,4
59	2,2
60	2,0
61	1,8
62	1,6
63	1,4
64	1,2
65	1,0

ANNEXE III

INDEMNITÉ FORFAITAIRE À LA PERSONNE À CHARGE D'UNE VICTIME DÉCÉDÉE

(Article 67)

Âge de la personne à charge (ans)	Montant de l'indemnité (\$)
Moins de 1	35 000 \$
1	34 000 \$
2	33 000 \$
3	32 000 \$
4	31 000 \$
5	30 000 \$
6	29 000 \$
7	28 000 \$
8	27 000 \$
9	26 000 \$

10	
11	25 000 \$
12	24 000 \$
13	23 000 \$
14	22 000 \$
15	21 000 \$
16 et plus	20 000 \$
	19 000 \$